



Créé par des militants CGT et FSU
« *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat* » *Henri Krasucki*



Ancrage et convergence des luttes!

Ce 10 octobre exprime déjà cette double exigence : ancrage unitaire sur les revendications propres au secteur public ET appel dans de nombreuses régions à l'engagement des travailleurs du privé dans la lutte commune.

Car au travers des conséquences propres à chaque secteur c'est à la mise en œuvre d'une politique GLOBALE et COHÉRENTE que nous avons tous affaire.

Les routiers

Les routiers l'ont d'ailleurs bien compris qui pour avoir obtenu un premier recul du pouvoir dans leur propre secteur qui affecte la philosophie même des ordonnances, n'en continue pas moins la lutte avec les autres travailleurs contre les ordonnances elles-mêmes.

La double cohérence ;

Et nous nous heurtons à la mise en œuvre d'une même politique trouvant ses acteurs et ses inspirateurs ET **au plan national** ET au plan de l'**Union européenne**.

Les deux étant par ailleurs profondément liées.

C'est Macron lui-même qui déclare d'ailleurs que les contre-réformes exigées par Bruxelles sont le moyen nécessaire pour lui (gagner la

« **confiance** » **allemande** ») de faire avancer son projet fédéraliste européen.

Le dumping social, la diminution des salaires résultent de l'appartenance à cette union.

C'est donc un leurre et une illusion d'attendre l'évolution vers une « **Europe sociale** » dans ce cadre là !

Et de s'inscrire dans une journée à cet effet patronnée par la Confédération Européenne des Syndicats, véritable filiale de l'UE, en novembre dans le même temps où par ailleurs on attend toujours un communiqué de soutien aux luttes que nous menons contre la politique de casse de Macron !

L'Europe sociale qu'ils préparent c'est celle qu'ils ont infligé à la Grèce : dérégulation du marché du travail, destruction des services publics, privatisations à tout crin et bradage des richesses nationales au capital étranger ... les mêmes lois travail dans TOUTE l'Europe en application des **mêmes directives** !

Le développement de la lutte exige par conséquent non seulement la clarté sur la politique de Macron mais sur ses commanditaires de l'Union européenne.

TOUS ENSEMBLE contre la politique de Macron et de l'UNION EUROPEENNE !

Pour adhérer au Front syndical de Classe :

Adhésion Individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE -

Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à
frontsyndical.classe@laposte.net
courriel :
frontsyndical.classe@laposte.net